Koulouba : Inauguration des places « Mali Cɛbaw » et « Mali Kɛlɛmasaw »

MALI

1852

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 17 DECEMBRE 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Affaire Ras Bath

Un renvoi judiciaire au cœur d'un flou procédural



Coupe de l'Ambassadeur de Chine 2025 : Le football au service de l'amitié sino-malienne



Concours de recrutement des auditeurs de justice : La transparence au cœur du processus


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une /

Affaire Ras Bath : Un renvoi judiciaire au cœur d'un flou procédural — P.4

Brèves /

L'étape du déferrement : Un pilier méconnu mais crucial de la justice pénale — P.9
FAMA : Plusieurs bases terroristes détruites en 72 heures — P.9
Démantèlement d'un réseau de braqueurs à Bamako : Quatre individus arrêtés — P.10
Mines au Mali : Choguel Maïga revendique une victoire stratégique — P.10

Actualité /

Sécurité nationale : Fouga Kènè brise les illusions — P.12
Concours de recrutement des auditeurs de justice : La transparence au cœur du processus — P.13

Politique /

L'AES en marche : Bamako prépare la première session confédérale — P.16
CEDEAO : Peut-on imposer la démocratie par la force sans trahir le peuple ? — P.18

Culture & société /

Koulouba : Inauguration des places « Mali Cɛbaw » et « Mali Kɛlɛmasaw » — P.21

International /

Guinée-Bissau : La CEDEAO rejette la transition militaire — P.22
Union africaine : L'Afrique de l'Ouest mise sur John Mahama — P.23
LIRE « Xi JINPING : LA GOUVERNANCE DE LA CHINE »
POUR COMPRENDRE LA CHINE ET LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS — P.24

Sport /

Coupe de l'Ambassadeur de Chine 2025 : Le football au service de l'amitié sino-malienne — P.7

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Justice malienne
Flou juridique autour du dossier Ras Bath

La situation judiciaire de notre confrère Ras Bath continue de susciter interrogations et inquiétudes. Contrairement aux attentes de ses proches et de ses soutiens, la chambre criminelle de la Cour suprême n'a pas ordonné sa libération ce matin. Elle a plutôt décidé de renvoyer le dossier devant la Cour d'assises. Or, cette juridiction n'existe plus dans l'architecture judiciaire malienne depuis la promulgation du nouveau Code de procédure pénale, ouvrant ainsi une séquence d'incertitude juridique aux conséquences lourdes pour le prévenu.

Dans les faits, le renvoi devant une juridiction inexistante place l'ensemble de la procédure dans une zone grise. Face à cette impasse, le Procureur général près la Cour d'appel de Bamako va-t-il etre obligé de rediriger le dossier vers la chambre criminelle du tribunal de la Commune IV du District de Bamako, compétente notamment en matière d'anti-cybercriminalité. Cette manœuvre ne sera-t-elle pas contraire aux dispoitions de l'arret de la Cour Supreme? En attendant cette hypothétique clarification procédurale, Ras Bath demeure en détention, sans qu'aucun délai précis ne puisse être avancé quant à l'issue de sa situation.

Au-delà du cas individuel, cette affaire pose une question centrale sur le fonctionnement de la justice malienne dans le contexte des réformes récentes. Le nouveau Code de procédure pénale, adopté dans une logique de modernisation et de rationalisation de l'appareil judiciaire, a supprimé certaines juridictions, dont la Cour d'assises, en redéfinissant les compétences des chambres criminelles. Dès lors, comment comprendre qu'un arrêt de la Cour suprême renvoie un dossier vers une cour que le législateur a expressément fait disparaître ?

Deux hypothèses se dégagent. La première serait celle d'une méconnaissance, ou du moins d'une mauvaise prise en compte, des nouvelles dispositions du Code de procédure pénale par la juridiction suprême elle-même. Une telle éventualité, si elle devait être avérée, serait préoccupante, car la Cour suprême est précisément la garante de l'interprétation correcte de la loi et de l'unité de la jurisprudence nationale. Une décision fondée sur une architecture judiciaire obsolète fragiliserait la crédibilité de l'institution et renforcerait le sentiment d'arbitraire.

La seconde hypothèse renvoie à l'idée que les réformes législatives n'auraient pas été totalement accompagnées des ajustements nécessaires dans les instruments juridiques, réglementaires et pratiques. Autrement dit, le droit aurait évolué plus vite que son application concrète. Des textes d'application insuffisants, des habitudes juridictionnelles



persistantes ou une transition mal maîtrisée pourraient expliquer ce décalage entre la norme nouvelle et la décision rendue.

Quoi qu'il en soit, la conséquence immédiate est claire : Ras Bath reste en prison, dans un contexte d'incertitude totale sur la durée de sa détention. Cette situation heurte le principe fondamental de la sécurité juridique, selon lequel tout justiciable doit pouvoir connaître à l'avance les règles qui lui sont applicables et les délais raisonnables de jugement. Elle ravive également le débat sur l'instrumentalisation perçue de la justice dans des affaires à forte portée politique ou médiatique.

En définitive, l'affaire Ras Bath dépasse le cadre d'un simple contentieux pénal. Elle met en lumière les défis structurels de la réforme judiciaire au Mali et interroge la capacité de l'État à garantir une justice lisible, cohérente et respectueuse des droits fondamentaux. Tant que ces zones d'ombre ne seront pas levées, l'incertitude demeurera, au détriment non seulement d'un homme privé de liberté, mais aussi de la confiance des citoyens dans leur système judiciaire.

Moctar Sow



Ambassade de Chine au Mali



Restons unis pour un plein épanouissement des femmes et un meilleur avenir de l'être humain.!
Le 9 décembre, le Chargé d'affaires a.i. de l'Ambassade de Chine au Mali, M. LIU Kaiyuan, a pris part à la commémoration du 30e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing et du 25e anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.
Lors de son intervention, M. LIU a présenté les résultats marquants du Sommet mondial des femmes 2025 à Beijing.
Restons unis pour un plein épanouissement des femmes et un meilleur avenir de l'être humain!



Casimir Sangala



Ouverture du symposium national sur l'accroissement des opportunités d'emploi ce matin au CICB sous la présidence du Ministre de la justice et des droits de l'homme représentant le Premier ministre, Chef du Gouvernement.



Sénégal : implantation percutanée de valve aortique, une première réalisée par l'hôpital principal de Dakar, un coût de 10 millions fcfa.

Pour paraphraser Clémenceau l'information publique est une chose trop importante pour la confier à des businessmen.

Monsieur Vaho



Le Niger : le gros Tiani a cru que s'était son pays qui dynamisait l'économie du Bénin à travers le port de Cotonou.
Le gros Tiani a donc fermé les frontières en pensant que le Bénin allait vivre une crise économique et basculer dans le chaos...! Puisque son but principal était de faire tomber le Président Patrice Talon.
Mais comme tous les autres putschistes avant lui... ses calculs ce sont retournés contre lui-même et son peuple.
Toi tu es le mendiant, et tu cries sur tous les toits que sans toi, le donateur n'est rien...!!!
Mdrrrrrrr... vraiment, le monde en l'envers dans l'AES ...! Te voilà maintenant, ton peuple a faim.
J'espère que les ressortissants de l'AES vont dormir moins bête aujourd'hui.
#MonsieurVaho #DormezMoinsBête



Yeah Samake



UNIS NOUS GAGNONS
Ils savent qu'ils n'ont ni la légitimité ni la capacité d'imposer durablement leur volonté à un peuple uni. Alors, pour soumettre le Mali à leur agenda et exercer un pouvoir arraché par la force des armes, ils ont choisi de nous diviser. Ils fragmentent le Grand Peuple du Mali en camps artificiels : « bons » contre « mauvais » Maliens, « pro » contre « anti » Transition.
Comme si le Mali pouvait appartenir à un clan, à une faction, à une idéologie imposée. Comme si la patrie était la propriété de ceux qui participent, consciemment ou non, à cette pratique ignoble et tra-

gique.
De faux profils locaux et étrangers sont créés pour distiller l'insulte et la haine. Des "vidéomen" sont instrumentalisés par l'appât du gain pour légitimer le mensonge. La manipulation devient une méthode. La justice est instrumentalisée. Et tout cela pour une seule obsession : se maintenir au pouvoir, coûte que coûte.
Mais la question centrale demeure :
À qui profite réellement la division du peuple malien ?
Certainement pas au paysan, à l'enseignant, au jeune sans emploi, à la mère qui peine à nourrir ses enfants. La division ne profite jamais au peuple. Elle ne profite qu'à ceux qui craignent l'unité, parce que l'unité est leur plus grande menace.
DIVISÉS NOUS PERDONS TOUS
Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVI



La tentative de coup d'État au Bénin nous rappelle une évidence : on ne gouverne pas durablement contre son peuple, on ne sécurise pas une nation sans justice, on ne stabilise pas un pays sans légitimité.

Forum International des Anciens de l'AEEM-

Traditionnelle rencontre tournante / visite du #CRS_AS_AEEM : Retrouvailles des anciens de l'AEEM, autour d'un repas, chez le camarade #Boubacar Galadiô CAMARA, ce Samedi 13 Décembre, et ce en prélude de l'organisation de la deuxième édition du #FIA AEEM (Forum Internationale des Anciens de l'AEEM).



H24 News

Guinée : l'État prend officiellement le contrôle total d'Areeba Guinée
Le gouvernement #guinéen a officiellement repris le contrôle total de l'entreprise de télécommunications Areeba Guinée SA. Un décret signé par le président Mamadi Doumbouya (photo), le jeudi 11 décembre, autorise l'État à détenir l'intégralité du capital social de l'entreprise à la suite de l'acquisition des actions détenues par le groupe MTN.
Le décret, lu lors du JT de 20h30, précise dans son article 2 que « cette acquisition confère à l'État 100 % du capital social et des droits de vote de la société Areeba Guinée SA, lui permettant d'exercer le contrôle et d'avoir un statut d'organisme public ». Un second décret fixant les statuts de l'entreprise a également été présenté. Areeba devient ainsi « une société publique anonyme avec conseil d'administration, dotée de la personnalité juridique, de l'autonomie financière et de gestion ».



Moussa Sayon Camara



#Infos: les pays de l'AES créent leur banque d'investissement mais obtiennent la poursuite de leur participation à la banque d'investissement de la CEDEAO comme membres non-régionaux

Amadou Diallo



Nous sommes fatigués de l'amnésie politique de certains prétendus prêcheurs de la démocratie. Je les renvoie à Google pour qu'ils se rappellent dans quelle circonstance le Mali s'est retrouvé dans la situation actuelle. Il n'y a pas beaucoup d'efforts à fournir. J'ai juste tapé la mission des chefs d'Etat de la CEDEAO au Mali pendant la crise politique de 2020. Google m'a envoyé ces réponses : la première partie est la réponse de l'intelligence artificiel (IA) et la seconde est un article de BBC. Lisez, vous-mêmes pour connaitre la versatilité de certains ma-

liens, qui préfèrent tordent le coup au mensonge pour lui faire vomir la vérité. Ce qu'on appelle de la malhonnêteté intellectuelle ou de la masturbation intellectuelle.
Le rappel profite aux croyants dit-on. Je veux juste rafraichir la mémoire des amnésiques pour leur dire c'était pendant la crise politique de 2020, qu'il fallait agir pour sauver le Mali. Ceux qui n'ont pas eu le courage de s'opposer aux mouvements insurrectionnels du M5-RFP en ce moment peut être par peur ou par complicité par leur silence coupable n'ont pas vraiment pas le droit de nous amerder avec des commentaires insultants et irrespectueux. Aujourd'hui, le Mali a besoin de se reconstruire et de consolider sa réconciliation avec lui-même et non à prêcher la vilenie et semer la discorde entre nous. Nous n'avons besoin aujourd'hui de s'unir pour faire face à l'ennemi commun et non la distraction avec cette moquerie de mauvais goût, qui s'appelle démocratie.
Ces articles, que j'ai fouillé pour vous doivent nous servir de boussole. Nous devroins nous rappelons sans cesse d'où nous venons ? Cet exercice de reminiscence nous permet de tracer une nouvelle voie plus sûr et plus consistante pour les générations futures.
Lisons à présent...
1- Article de l'IA
Pendant la crise politique malienne de 2020, la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest) a envoyé plusieurs missions de chefs d'État et médiateurs à Bamako, notamment en juillet, août et septembre, pour négocier une sortie de crise, exigeant le retour à l'ordre constitutionnel et la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), qui a été finalement renversé par un coup d'État militaire en août 2020, malgré les pressions de la CEDEAO, qui avait mené des sommets et envoyé des délégations comme celle de Goodluck Jonathan pour discuter avec les acteurs locaux et le M5-RFP.
Contextes des Visites
Frustration populaire : Le Mali était secoué par des manifestations massives (Mouvement du 5 juin) réclamant le départ d'IBK, critiquant la mauvaise gestion, la corruption et l'invalidation des résultats des législatives.
Position de la CEDEAO : L'organisation considérait comme une "ligne rouge" le départ forcé d'un chef d'État démocratiquement élu, une position qui a guidé ses médiations.
Missions Clés
Juillet 2020 : Des missions de chefs d'État (comme Alassane Ouattara de Côte d'Ivoire, Mahamadou Issoufou du Niger) sont arrivées à Bamako pour tenter de trouver une solution, mais les divergences avec le mouvement d'opposition et le gouvernement persistaient.
Août 2020 : Une délégation de haut niveau, incluant l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan, est venue après le coup d'État pour tenter de mettre en œuvre une feuille de route (gouvernement d'union nationale, nouvelle cour constitutionnelle), mais les militaires au pouvoir promettaient une transition.
Septembre 2020 et au-delà : Les médiations se sont poursuivies avec des envoyés spéciaux comme Goodluck Jonathan pour suivre les discussions sur la durée de la transition, la CEDEAO prônant une transition courte (12-16 mois) contre les 5 ans souhaités par les autorités de transition.
Résultats et Évolution
Les missions n'ont pas empêché le coup d'État militaire du 18 août 2020 qui a renversé IBK.
La CEDEAO a imposé des sanctions puis les a levées progressivement, tout en maintenant la pression pour un retour à l'ordre constitutionnel, menant à des négociations complexes sur la durée de la transition.
2- Article de BBC
Le titre de l'article : "Cinq chefs d'Etat au chevet du Mali ce jeudi"
Date de publication de l'article : le 23 juillet 2020
L'article : "Sauf retournement de dernière minute, 5 présidents de membres de la CEDEAO se rendront ce jeudi à Bamako pour discuter avec les parties prenantes dans la crise politique qui secoue le Mali. Issifou Mahamadou du Niger, Macky Sall du Sénégal, Alassane Ouattara de Côte d'Ivoire, Nana Akufo-Addo du Ghana et Muhammadu Buhari du Nigeria sont les 5 présidents mandatés par la CEDEAO pour "éteindre l'incendie" au Mali qui selon un analyste risque d'embraser le Mali et la sous-région.
Selon des sources diplomatiques, cette délégation de haut niveau va à Bamako" pour entériner et renforcer ce qui a été fait" lors de la mission conduite par l'ancien président du Nigeria Goodluck Jonathan.
Depuis début juin dernier, plusieurs milliers de maliens réclament la démission du président Ibrahim Boubacar Keita au pouvoir depuis 2013.
Ils lui reprochent une absence de vision dans l'instabilité sécuritaire dans le centre et le Nord du pays, le marasme économique ou une corruption jugée endémique.
Les médiateurs de la CEDEAO appellent à un partage du pouvoir au Mali
L'autre reproche fait au président malien est l'invalidation par la Cour constitutionnelle d'une trentaine de résultats des législatives de mars-avril."
C'est un article de BBC, publié le 23 juillet 2020
Ces images ne sont de moi. Je n'ai aucun droit d'images deçus...



L'étape du déferrement : Un pilier méconnu mais crucial de la justice pénale



Peu médiatisé mais pourtant indispensable au bon fonctionnement de la justice pénale, le déferrement représente une étape clé entre l'enquête policière et la procédure judiciaire. Ce mécanisme, encadré par le Code de procédure pénale, a pour objectif de garantir à la fois l'efficacité des poursuites et la protection des droits des personnes interpellées.

Le déferrement se déroule à la suite de la garde à vue, lorsque les officiers de police judiciaire estiment disposer d'éléments probants justifiant la poursuite d'un suspect. À ce moment-là, la personne interpellée est présentée physiquement devant le procureur de la République, en possession du dossier d'enquête, des procès-verbaux d'audition et de tout élément de preuve recueilli.

Cette rencontre directe vise à permettre au magistrat d'évaluer librement la suite à donner : classement sans suite, libération du suspect, convocation ultérieure, ouverture d'une information judiciaire, ou mandat de dépôt en cas de détention provisoire.

Le déferrement, tout en jouant un rôle crucial dans le déclenchement des poursuites, est rigoureusement encadré par les délais de garde à vue. La législation malienne fixe ces délais à 48 heures, pouvant être prolongés de 24 heures sur autorisation écrite du procureur de la République ou du juge d'instruction en cas d'indices graves justifiant la poursuite de l'enquête, sauf exceptions spécifiques.

Le procureur a pour mission de s'assurer que la garde à vue n'a pas dépassé la durée légale, que les droits du suspect ont été respectés (notamment l'assistance d'un avocat et l'information sur les faits reprochés) et que les conditions d'interpellation n'ont pas porté atteinte aux libertés fondamentales.

Une fois déferré, le mis en cause peut être entendu par le procureur ou présenté devant un juge d'instruction. C'est à ce moment que son avocat peut contester la légalité de la procédure, notamment en cas de non-respect des droits durant la garde à vue.

Pour de nombreux juristes, le déferrement est un élément "tamis" crucial permettant d'éviter des poursuites injustifiées ou basées sur des actes illégaux.

Dans un contexte où la justice est confrontée à une augmentation des affaires pénales, le déferrement apparaît comme un outil indispensable pour garantir la cohérence du processus judiciaire. Il représente un équilibre entre impératifs de sécurité publique et respect des libertés individuelles, dans un contexte où la confiance du public envers l'institution judiciaire demeure un défi constant.

Moussa Diarra

FAMA : Plusieurs bases terroristes détruites en 72 heures



L'État-Major Général des Armées a publié ce lundi 15 décembre 2025 un bilan détaillé des opérations menées par les Forces Armées Maliennes (FAMA) entre le 12 et le 14 décembre 2025. Ces actions ont démontré l'intensification et l'efficacité des mesures prises contre les Groupes Armés Terroristes (GAT) à travers le territoire malien.

Neutralisations ciblées au Nord et au Sud

Le 12 décembre, une mission de reconnaissance offensive dans la région de Tombouctou a permis aux FAMA de neutraliser trois guetteurs terroristes au sud de Léré. Cette opération a également conduit à la saisie de matériel divers sur place. Le lendemain, le 13 décembre, une frappe précise menée au nord de Kékoro, dans la région de Bougouni, a abouti à la neutralisation de terroristes circulant à moto. Cette action souligne la montée en puissance des capacités de renseignement et de frappe de l'armée malienne.

Destruction massive de bases terroristes

Le 14 décembre, les FAMA ont mené des opérations aériennes d'envergure dans l'ouest et le sud du pays. Grâce à des renseignements fiables, quatre bases terroristes majeures ont été détruites dans la région de Nioro : une base à Dioka, au nord-est de Sandaré, deux bases au nord de Lakamané et une base à l'ouest de Sandaré. Des frappes ont également été effectuées dans la région de Sikasso, visant et détruisant trois cibles au nord et au nord-est de la ville.

Le Chef d'État-Major Général des Armées a salué la réussite de ces opérations et a réaffirmé la détermination inébranlable des FAMA à lutter contre le terrorisme sur l'ensemble du territoire national.

Ces actions démontrent l'engagement et l'efficacité des Forces Armées Maliennes dans la lutte contre les Groupes Armés Terroristes, renforçant ainsi la sécurité et la stabilité du Mali.

Fatou Sissoko

Démantèlement d'un réseau de braqueurs à Bamako : Quatre individus arrêtés



Le 7 décembre dernier, les forces de l'ordre du Commissariat de Police de Souleymanebougou ont mis fin aux agissements d'un réseau spécialisé en braquage opérant à Bamako. Les membres identifiés sous les initiales M.C alias "Zépé", M.C dit "Le Roi", S.M et B.N ont été appréhendés après une enquête minutieuse menée par les Hommes du Commissaire Principal Fousseny Ouattara.

Tout a commencé le 5 décembre, lorsque deux individus armés ont agressé un commerçant à Titibougou, emportant avec eux plus de 10 millions de FCFA. Les premiers renseignements ont rapidement conduit les enquêteurs vers un ancien employé de la victime, renvoyé précédemment pour vol. L'interpellation de M.C alias "Zépé" a permis de retrouver en sa possession 250.000 FCFA provenant du braquage, ainsi qu'une moto achetée avec le butin.

Sous pression, M.C alias "Zépé" a rapidement désigné son complice, M.C dit "Le Roi", comme étant l'instigateur des braquages en fournissant les informations nécessaires pour cibler les victimes. Lors de son arrestation, "Le Roi" a été trouvé en possession de 800.000 FCFA sur les 1.500.000 qu'il avait reçus après le partage du butin. Ces aveux ont conduit à l'arrestation de S.M, le troisième membre du réseau, en possession d'une arme à feu, de munitions et d'une somme de 1.000.000 de FCFA.

Le quatrième individu du réseau a été appréhendé pour tentative de vente d'une arme illégale. Lors de la perquisition à son domicile, une autre arme à feu et deux chargeurs garnis ont été découverts. Selon les informations recueillies, cette bande serait impliquée dans plusieurs autres braquages notables à Bamako, y compris le cambriolage de la BDM à l'Hippodrome, le braquage d'un agent Orange Money à Sirakoro, ainsi que l'agression d'un vendeur de téléphones à Fombabougou.

Les suspects ont été présentés à la justice pour répondre de leurs actes, et l'enquête se poursuit afin d'identifier et d'appréhender d'éventuels complices. Cette opération témoigne de l'engagement des autorités à renforcer la sécurité en cette période critique de fin d'année, et à lutter contre le crime organisé qui sévit dans la région de Bamako.

Mohamed N'Diaye

Mines au Mali : Choguel Maïga revendique une victoire stratégique



L'ancien Premier ministre du Mali, Choguel Kokalla Maiga, actuellement détenu à Koulikoro, a exprimé sa satisfaction quant aux progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations des Assises nationales sur la gestion des ressources minérales et minières. Dans une déclaration récente, il a salué les efforts déployés pour appliquer les recommandations des ANR, notamment en ce qui concerne l'accès des entreprises nationales à la commande publique et à la sous-traitance des entreprises minières.

Choguel Kokalla Maiga a également souligné l'importance d'élaborer une politique nationale de contenu local, d'auditer les permis miniers pour garantir le respect de l'environnement, et d'augmenter la participation de l'État au capital des sociétés minières. Il a particulièrement salué les résultats positifs des récentes négociations avec les sociétés minières opérant au Mali, qui ont conduit à une augmentation significative des recettes fiscales du pays.

Grâce à l'adoption d'un nouveau code minier en 2023 et aux audits récents, le Mali a réussi à récupérer plus d'un milliard de dollars d'arriérés et espère générer des revenus supplémentaires chaque année. Ces réformes ont permis d'augmenter la participation de l'État malien dans les sociétés minières, d'augmenter les redevances sur l'or et de supprimer les exonérations, faisant du secteur minier un pilier financier essentiel pour le Mali.

Choguel Kokalla Maiga a encouragé les responsables gouvernementaux à poursuivre leurs efforts pour garantir que les ressources minérales profitent à l'ensemble de la population malienne. Il a également souligné la vision stratégique du CS/M5-RFP qui avait préconisé en mai 2021 l'audit des dettes du Mali, du patrimoine de l'État, de l'or du Mali et des fonds d'aide au développement.

Choguel Kokalla Maiga a appelé les citoyens maliens à privilégier l'intérêt national et à rester unis face aux défis actuels. Il a exhorté chacun à avancer avec dignité et détermination, soulignant que la nation malienne est éternelle. En cette période cruciale, il a demandé à tous de rester forts et de marcher ensemble vers un avenir meilleur pour le Mali.

La vision et l'engagement de Choguel Kokalla Maiga en faveur d'une gestion transparente et efficace des ressources minérales font de lui un acteur clé dans la construction d'un Mali prospère et souverain.

Moussa Diarra

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa nouvelle politique de dématérialisation des paiements, l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension et/ou de rente ivoiriennes que les paiements par virement bancaire et mobile money commenceront à partir du 1er août 2025.
Pour ce faire :

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente supérieure ou égale à cinquante mille francs CFA (50.000), doivent déposer un relevé d'identité bancaire (RIB) à la direction des relations extérieures.**

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente inférieures à cinquante mille francs CFA (50.000), à défaut du RIB, peuvent déposer une fiche d'identification enregistrée au nom du pensionné et authentifiée par l'opérateur de téléphonie à la Direction des Relations Extérieures.**

La Direction Générale de l'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous les pensionnés.

Bamako, le 24 juillet 2025
La Direction Générale

Sécurité nationale : Fouga Kènè brise les illusions



L'opération Fouga Kènè, conduite sous le commandement du général de brigade Famouké Camara, chef d'état-major de la Garde nationale, marque un tournant décisif dans la lutte des Forces armées maliennes (FAMa) contre les groupes armés et leurs soutiens. Déclenchée au lendemain des attaques terroristes visant notamment des camions-citernes, cette opération a permis de briser un plan de déstabilisation aux ramifications militaires, politiques et informationnelles.

Sur le terrain, la manœuvre a été d'une efficacité redoutable. Grâce à une tactique adaptée à la guerre asymétrique, les FAMa ont neutralisé des supplétifs armés qui tentaient de créer les conditions d'un chaos généralisé, avec en ligne de mire une hypothétique chute de Bamako. Cette perspective, longtemps agitée dans certains cercles, s'est rapidement dissipée face à la riposte vigoureuse et coordonnée des forces maliennes.

Au-delà des combats, Fouga Kènè a mis en lumière une autre dimension du conflit : la bataille de la communication. Les narratifs annonçant l'effondrement imminent de la capitale ont cédé la place à des discours plus prudents, reconnaissant l'incapacité des groupes armés à menacer sérieusement Bamako. Ce retournement de langage témoigne de l'échec d'une stratégie informationnelle destinée à préparer, voire justifier, une intervention extérieure sous des prétextes déjà éprouvés ailleurs.

Selon plusieurs observateurs, ce scénario visait également à installer des relais politiques favorables à des intérêts étrangers, avec pour corollaire une remise en cause de la souveraineté nationale et un partage imposé des ressources du pays. L'opération a ainsi mis fin à des spéculations nourries sur la formation d'un gouvernement de circonstance et sur l'internationalisation forcée de la crise malienne.

Sur le plan intérieur, la tentative de manipulation de l'opinion publique, notamment autour de difficultés conjoncturelles comme la pénurie de carburant, n'a pas produit les effets escomptés. La majorité des Maliens a fait preuve de discernement, refusant de céder aux appels à la contestation qui auraient pu plonger le pays dans de nouveaux troubles. Cette maturité citoyenne a renforcé l'action des forces de défense et de sécurité, en privant les adversaires de relais sociaux.

L'opération Fouga Kènè s'inscrit dans la continuité d'autres succès militaires tels que Mali Ko, Siradjè ou Dougoukoloko, qui attestent d'une montée en puissance progressive des FAMa. Elle confirme surtout la capacité de l'armée malienne à anticiper, contenir et neutraliser des menaces complexes, mêlant actions armées, pressions diplomatiques et campagnes de désinformation.

Dans ce contexte de guerre asymétrique et informationnelle, la victoire ne se mesure pas seulement en gains territoriaux, mais aussi en crédibilité et en confiance retrouvée. À travers Fouga Kènè, les FAMa démontrent que la défense de la souveraineté nationale repose autant sur la maîtrise du terrain que sur la lucidité stratégique. Un message clair est ainsi envoyé : le Mali entend rester maître de son destin.

Yacouba Ongoiba



Concours de recrutement des auditeurs de justice : La transparence au cœur du processus



Dans le dessein de renforcer les ressources humaines du secteur de la justice, le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, M. Mamoudou Kassogué, a lancé le recrutement de 140 auditeurs de justice. C'est dans cette diagonale, qu'il a procédé au lancement officiel de la deuxième phase du concours de recrutement des auditeurs de justice, le samedi 13 décembre 2025, au centre unique de la Faculté de droit privée (FDPRI). C'était en présence du cabinet élargi du département, des membres de la commission d'organisation et des candidats placides prêts à affronter les épreuves.

Faudrait-il rappeler qu'au cours de la première phase de ce concours important pour l'administration judiciaire de notre pays, ils étaient 7 812 candidats à concourir, à l'issue duquel 396 candidats ont obtenu leur précieux sésame. Ce qui a valu leur participation à cette seconde phase devant boucler ce processus de recrutement de 140 auditeurs de justice qui seront retenus. Ces postes sont répartis comme suit : 110 pour l'ordre judiciaire et 30 pour l'ordre administratif.

Il est important de mettre le curseur sur les innovations majeures apportées à cette deuxième phase du concours de recrutement des auditeurs de justice. Il s'agit entre autres de la mise à disposition de pendules et de l'interdiction même des montres dans la salle, en plus des autres appareils électroniques. Jouant sur la carte de l'équité et de l'équilibre entre les candidats, la surveillance a été également renforcée par des surveillants supplémentaires chargés eux-mêmes de surveiller les surveillants ordinaires, en plus des agents des forces de l'ordre postés au niveau des fenêtres. Ce concours s'inscrit dans la dynamique de renforcement des ressources humaines de la justice, en vue d'améliorer le fonctionnement de l'appareil judiciaire et de consolider l'État de droit au Mali.

Décidé à rendre ce processus le plus transparent possible, le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, M. Mamoudou Kassogué, surveille cette étape décisive comme l'huile sur le feu, inscrite dans la dynamique de la refondation de notre pays. C'est avec philosophie comme leitmotiv qu'il a lancé les épreuves en ouvrant la première



enveloppe de culture générale, dont le sujet portait sur le thème de la corruption, une problématique majeure au cœur des réformes engagées dans le secteur judiciaire. Il a laissé entendre que ce choix de cette thématique traduit la volonté des autorités de recruter des magistrats moralement intègres et techniquement compétents, conscients des enjeux éthiques et institutionnels auxquels la justice malienne est confrontée.Poursuivant, il n'a pas manqué de rappeler que le chef de l'État, le général d'armée, Assimi Goïta accorde une place de choix à ce processus.

Le ministre Kassogué a saisi cette occasion pour prodiguer des conseils aux candidats. Dans son intervention adressée aux candidats, il ne s'est pas fait prier pour les rassurer quant à la transparence, l'équité et la fiabilité du processus de recrutement. Il a martelé que toutes les dispositions nécessaires ont été prises par son département afin de garantir un concours crédible, fondé exclusivement sur le mérite et la compétence. Cela va de la crédibilité des institutions de notre pays.

Ibrahim Sanogo



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

L'AES en marche : Bamako prépare la première session confédérale



Bamako a abrité la cérémonie d'ouverture de la Réunion des Hauts Fonctionnaires de la Confédération des États du Sahel (AES), étape préparatoire à la première session confédérale du Conseil des Ministres prévue les 20 et 21 décembre 2025. À cette occasion, Son Excellence Monsieur Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali, a prononcé un discours empreint de solennité, de fermeté et de vision stratégique.

Au nom de ses homologues en charge de la Défense et de la Sécurité, responsables du pilier « Défense et Sécurité », et de l'Économie et des Finances, responsables du pilier « Développement », le chef de la diplomatie malienne a souhaité une chaleureuse bienvenue aux délégations du Burkina Faso et du Niger, réaffirmant que Bamako est « en terre AES », celle d'un espace commun de fraternité et de solidarité.

Le ministre Diop a souligné que cette rencontre, réunissant les experts des trois piliers de la Confédération – Défense et Sécurité, Diplomatie et Développement – traduit concrètement la vision partagée des Chefs d'État de l'AES : le Capitaine Ibrahim Traoré, le Général d'Armée Assimi Goïta, Président de la Confédération, et le Général d'Armée Abdourahamane Tiani. Créée le 6 juillet 2024, la Confédération des États du Sahel s'inscrit dans la continuité des acquis de l'Alliance des États du Sahel, avec l'ambition assumée de bâtir un espace souverain, solidaire et tourné vers l'avenir.

Selon Abdoulaye Diop, la Confédération AES s'est rapidement imposée comme une réalité géopolitique incontournable, tant au Sahel que dans la sous-région ouest-africaine et au-delà. Elle a opéré un « changement de paradigme irréversible », fondé sur le respect de la souveraineté des États membres, de leurs choix stratégiques et des intérêts fondamentaux des populations. Un changement qui, a-t-il reconnu, a exigé une rupture avec des pratiques anciennes marquées par la domination et la prédation.

Sur le plan sécuritaire, le ministre a salué les efforts conjoints des Forces armées et de sécurité des pays membres, dont la mutualisation des moyens a permis des avancées significatives contre les groupes armés terroristes. Il a annoncé que cette dynamique sera renforcée par la pleine opérationnalisation prochaine de la Force unifiée de la Confédération AES.

Dans le domaine diplomatique, la Confédération parle désormais d'une voix de plus en plus unifiée sur la scène internationale, grâce à une coordination accrue et à l'harmonisation des positions. En matière de développement, des progrès notables ont été réalisés, notamment à travers la mobilisation de ressources confédérales et la mise en place de mécanismes de gouvernance dédiés au financement de projets structurants.

La réunion des Hauts Fonctionnaires, a insisté Abdoulaye Diop, devra permettre une évaluation rigoureuse du chemin parcouru, des défis rencontrés et des ajustements nécessaires, notamment à travers l'examen des rapports



sur l'état de la Confédération et sur les discussions avec la CEDEAO, ainsi que des projets d'instruments juridiques.

Clôturant son allocution, le ministre a invité les participants à travailler dans un esprit de fraternité et de solidarité, avant de déclarer officiellement ouverts les travaux de cette rencontre stratégique pour l'avenir de la Confédération des États du Sahel.

Yacouba Ongoiba



CEDEAO : Peut-on imposer la démocratie par la force sans trahir le peuple ?



Depuis plusieurs mois, la CEDEAO se trouve au cœur d'un débat majeur sur sa légitimité, son rôle et sa méthode d'action face aux coups d'État survenus dans certains pays membres. Menaces d'interventions militaires, sanctions économiques lourdes, pressions diplomatiques, parfois avec l'appui explicite ou implicite de puissances étrangères : autant d'outils mobilisés au nom de la défense de la démocratie. Mais une question essentielle demeure : la fin justifie-t-elle les moyens ?

Une légalité formelle qui ne suffit plus

Sur le plan juridique, la CEDEAO s'appuie sur ses textes fondateurs, notamment le Protocole additionnel de 2001 sur la démocratie et la bonne gouvernance, qui consacre le principe de tolérance zéro vis-à-vis des changements anticonstitutionnels. Cette base légale est réelle et ne peut être niée.

Cependant, la légalité ne se confond pas avec la légitimité politique. Lorsque les sanctions économiques frappent d'abord les populations (déjà fragilisées par la pauvreté, l'insécurité et la dépendance extérieure) et lorsque les décisions apparaissent sélectives ou alignées sur des intérêts géopolitiques extérieurs, l'adhésion populaire disparaît. La CEDEAO est alors perçue non plus comme un outil d'intégration régionale, mais comme un mécanisme de coercition déconnecté des réalités sociales.

La démocratie peut-elle être rétablie par la force ?

L'histoire contemporaine apporte une réponse claire : aucune démocratie durable ne s'est construite sous la contrainte militaire extérieure. L'usage de la force, même au nom de principes nobles, engendre presque toujours des abus, des violations des droits humains et une radicalisation des sociétés.

Il existe en outre une contradiction fondamentale à vouloir « imposer » la démocratie. La démocratie repose sur la souveraineté populaire. Or, ignorer l'opinion réelle des peuples, leur lassitude face à des systèmes politiques perçus comme inefficaces, corrompus ou inféodés à l'extérieur, revient à nier le cœur même du principe démocratique.

Le peuple ne peut être à la fois la source du pouvoir et la variable négligeable des décisions régionales.

Le grand angle mort : l'intégration économique

La CEDEAO souffre d'un paradoxe majeur. Elle se montre très ferme sur les questions politiques, mais beaucoup moins performante sur sa mission première : l'intégration économique. Le commerce intra-communautaire reste marginal, les infrastructures régionales insuffisantes, l'industrialisation quasi inexistante et la libre circulation encore entravée dans la pratique.

À cela il convient d'ajouter le manque de solidarité suffisante envers les États membres victimes du terrorisme ainsi que le manque de soutien pour les États membres qui qui veulent défendre leurs intérêts face à l'influence des grandes puissances et des sociétés minières multinationales

Or, partout dans le monde, l'histoire montre que l'intégration économique précède l'intégration politique. C'est la création d'intérêts économiques partagés, de chaînes de valeur régionales, d'emplois et de prospérité commune qui favorise la stabilité institutionnelle et, à terme, des convergences politiques durables.

Vouloir bâtir une intégration politique autoritaire sur une base économique fragile est une erreur stratégique.

Repenser la CEDEAO pour la réconcilier avec les peuples

La question n'est pas de banaliser les coups d'État ni de renoncer aux principes démocratiques. Elle est de savoir comment les défendre efficacement en les adaptant à nos réalités culturelles notamment sans rompre le lien de confiance avec les populations.

Une CEDEAO recentrée sur :
- l'intégration économique réelle,
- l'industrialisation régionale,
- la souveraineté énergétique et alimentaire,
- les infrastructures (notamment le chemin de fer et la navigation)et le commerce intra-africain,

serait plus crédible, plus utile et plus respectée. L'intégration politique suivrait alors naturellement, portée par les peuples eux-mêmes et non imposée par la sanction ou la force.

Conclusion

La démocratie ne se décrète pas, elle se construit.

Elle ne s'impose pas par la coercition, mais s'enracine dans la prospérité, la justice sociale et la souveraineté populaire.

Si la CEDEAO veut rester un projet d'avenir, elle doit se réconcilier avec cette vérité simple : sans les peuples, aucune intégration régionale n'est viable.

H. Niang
Citoyen lambda



Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Koulouba : Inauguration des places « Mali Cɛbaw » et « Mali Kɛlɛmasaw »



De jeudi 11 décembre 2025, le Président de la Transition, Chef de l'État, Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, a présidé la cérémonie d'inauguration des places « Mali Cɛbaw » et « Mali Kɛlɛmasaw » à Koulouba. Ces lieux symboliques, autrefois connus sous d'autres noms, ont été réaménagés pour rendre hommage à l'histoire et aux héros du Mali.

La place « Mali Cɛbaw », anciennement nommée Place des Explorateurs, est dédiée aux grandes figures de l'histoire malienne. Cette initiative vise à valoriser et à célébrer les personnalités ayant marqué le pays par leur courage, leur détermination et leur contribution au développement de la nation.

Quant à la place « Mali Kɛlɛmasaw », anciennement appelée Place des Gouverneurs du Soudan français, elle rend hommage aux chefs de guerre et aux dirigeants militaires qui ont joué un rôle essentiel dans la lutte pour l'indépendance du Mali. Cette nouvelle dénomination met en lumière l'héritage de ces hommes et femmes qui ont combattu vaillamment pour la liberté et la souveraineté du pays.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une vaste opération de dénomination et de valorisation des places publiques du Mali. L'objectif principal est de renforcer la souveraineté nationale, de réhabiliter la mémoire collective du peuple malien et d'honorer les héros de l'histoire nationale, ceux et celles qui ont lutté contre les forces d'invasion pour défendre leur patrie.

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence de nombreuses personnalités de marque, parmi lesquelles le Premier Ministre de la Transition, le Général de Division Abdoulaye MAÏGA; le Premier Ministre du Niger, M. Ali Mahaman Lamine ZEINE; le Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, M. Mamou DAFFÉ; l'Ambassadeur du Burkina Faso au Mali, ainsi que plusieurs membres du Gouvernement.

Cette journée historique restera gravée dans la mémoire collective du Mali, symbolisant un pas de plus vers la reconnaissance et la préservation de l'héritage culturel et historique du pays.

Fatou Sissoko

Guinée-Bissau : La CEDEAO rejette la transition militaire

L'organisation ouest-africaine CEDEAO a rejeté dimanche le programme de transition annoncé par les dirigeants militaires de Guinée-Bissau. Le bloc régional a exigé un retour rapide à l'ordre constitutionnel et a menacé de sanctions ciblées ceux qui entravent le processus, selon un rapport de l'agence de presse Reuters.

Le coup d'État en Guinée-Bissau, perpétré par des officiers de l'armée se faisant appeler le Haut Commandement Militaire, a renversé le président Umaro Sissoco Embalo le 26 novembre. Le major-général Horta Inta-a a été installé comme président par intérim le lendemain. Ce coup d'État est le neuvième en Afrique de l'Ouest et centrale en cinq ans, suscitant des inquiétudes croissantes quant au recul démocratique dans une région déjà marquée par l'instabilité politique et l'insécurité.

Lors du sommet annuel de la CEDEAO à Abuja, au Nigeria, les dirigeants du bloc ont appelé à la libération immédiate de tous les détenus politiques, y compris les opposants, et ont souligné la nécessité d'un processus de transition inclusif et rapide en Guinée-Bissau. Le président de la Commission de la CEDEAO, Omar Touray, a affirmé que le bloc maintiendrait une politique de tolérance zéro envers les changements de gouvernement anticonstitutionnels.

La CEDEAO a noté que les élections tenues le 23 novembre avaient été jugées libres et transparentes par les observateurs de la CEDEAO, de l'Union africaine et de la Communauté des pays de langue portugaise. Le bloc a également décidé d'envoyer une délégation de haut niveau en Guinée-Bissau pour dialoguer avec la junte au pouvoir. Des avertissements ont été lancés quant aux conséquences du non-respect des exigences de la CEDEAO, avec des menaces de sanctions ciblées contre les individus ou groupes entravant la transition. L'Union africaine et les partenaires internationaux ont été appelés à soutenir les efforts de la CEDEAO dans cette situation délicate.

Arouna Sidibé



Union africaine : L'Afrique de l'Ouest mise sur John Mahama



Ce dimanche 14 décembre 2025, à l'issue de la 68 session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO tenue à Abuja, une décision majeure a été prise. Les Chefs d'État ouest-africains ont pris une décision historique en désignant à l'unanimité le président ghanéen, John Dramani Mahama, comme le prochain Président en exercice de l'Union Africaine (UA).

Cette nomination revêt une importance particulière dans le cadre du système de rotation en vigueur au sein de l'organisation panafricaine. En effet, conformément à ce principe, le poste de Président de la Conférence des Chefs d'États de l'UA pour l'année 2027 reviendra à la région de l'Afrique de l'Ouest.

Le choix du Ghana et de son représentant, John Mahama, pour diriger l'organisation continentale témoigne de l'unité et de la coordination politique au sein de la CEDEAO. Cette décision reflète également la confiance accordée à John Mahama pour assumer ce rôle stratégique sur la scène africaine.

En acceptant cette responsabilité, John Dramani Mahama s'engage à œuvrer pour la promotion de l'unité, du développement et de la prospérité de l'Afrique dans son ensemble. Sa nomination suscite de grands espoirs quant à la capacité de l'UA à relever les défis actuels et à renforcer sa position sur la scène internationale.

Cette désignation marque ainsi une étape importante pour le Ghana et pour l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble, confirmant la place de la région sur l'échiquier continental. John Dramani Mahama prendra ses fonctions de Président en exercice de l'UA avec la ferme intention de contribuer activement à la réalisation des objectifs de l'organisation et à la promotion des intérêts communs des États africains.

La nomination de John Dramani Mahama comme prochain Président en exercice de l'Union Africaine par la CEDEAO marque un tournant significatif dans l'histoire de l'organisation continentale et ouvre de nouvelles perspectives pour l'Afrique dans son ensemble.

Arouna Sidibé

Lire « Xi Jinping : La gouvernance de la chine » pour comprendre la chine et le parti communiste chinois



L'histoire contemporaine des Nations enseigne que pour comprendre la Chine, il faut comprendre le Parti Communiste Chinois (PCC). Sans le Parti Communiste Chinois, il n'y a pas de Chine nouvelle. L'ouvrage en cinq volumes de « Xi Jinping : La Gouvernance de la Chine » est une compilation de discours, d'interventions et de réflexions du Président Chinois à différentes occasions, constituant une source de connaissances sur la Chine et le Parti Communiste Chinois. Le volume V dudit ouvrage qui vient de paraitre cadre sur les fondamentaux des transformations socio-économiques de la Chine. Il éclaire sur la vision d'une gouvernance vertueuse, centrée sur le Peuple et les perspectives de la Chine en corrélation avec le reste du monde. Il présente un modèle d'expérience dont nombre de pays, notamment ceux du Sud global pourraient s'inspirer. De nombreux observateurs de la Chine le considère comme un manuel qui permet de mieux comprendre la pensée du Président Xi Jinping sur le socialisme aux caractéristiques chinoises dans la nouvelle ère.

Les nombreuses et extraordinaires réalisations concrètes sont édifiantes. La trajectoire de développement et les caractéristiques fondamentales de la voie de la Chine vers la modernisationémergent. L'ouvrage présente aussi des initiatives et des approches chinoises que les pays du Sud global pourraient exploiter dans leur quête d'une modernisation propre à leurs réalités. A cet égard, la Chine est disposée à renforcer l'unité, l'amitié, la solidarité et la coopération avec les pays africains, afin de faire progresser conjointement les quatre grandes initiatives proposées par Xi Jinping, de promouvoir une coopération de haute qualité dans le cadre de « l'Initiative la Ceinture et la Route » et de mettre en œuvre les dix actions de partenariat Chine-Afrique visant à faire avancer la modernisation des pays Africains. La modernisation chinoise crée de nouvelles opportunités pour l'Afrique, permettant aux deux parties d'écrire ensemble un nouveau chapitre dans la construction d'une Communauté de destin Chine-Afrique plus solide dans la nouvelle ère.

L'ouvrage aide à apprendre sur les nombreuses réalisations de la modernisation chinoise, sa vision ainsi que sa portée mondiale. Les thèmes portant notamment sur les expériences de gouvernance de la Chine, la lutte contre la pauvreté, l'initiative la Ceinture et la Route et la coopération Sino-africaine demeurent des points que les pays Africains devraient minutieusement explorer. D'autres thèmes relatifs entre autres à la gouvernance politique,



au modèle économique chinois, au rôle de la Chine dans le monde, à la Culture, à la société et aux relations internationales y sont traités. La politique de la réforme et de l'ouverture met en lumière les efforts déployés par la Chine pour créer une économie orientée vers l'innovation et l'auto-suffisance, particulièrement dans les secteurs des technologies et des industries. La diplomatie chinoise exprime l'engagement de la Chine en faveur de la promotion du développement partagé, du multilatéralisme, notamment à travers de nombreux forums multilatéraux tels que l'ONU, les BRICS, l'Organisation de Coopération de Shanghai, le Forum sur la Coopération Sino-africaine, etc... L'Initiative la Ceinture et la Route propose de renforcer la connectivité à l'échelle mondiale par le biais de projets d'infrastructures pour bâtir ensemble une "Communauté de destin pour l'humanité". Les autres importantes initiatives offertes par le Président Xi Jinping à la Communauté Internationale portent la voie de la prospérité au bénéfice de tous les peuples. Les valeurs traditionnelles de la Chine adaptées aux besoins contemporains caractérisent l'évolution du pays. Le "rêve chinois" met en avant la réalisation de l'aspiration légitime du Peuple Chinois à restaurer la grandeur de la Chine à la suite de la difficile période de domination étrangère et d'humiliation. Les enjeux de la sécurité nationale couvrent le maintien d'une société harmonieuse.

Le Volume V de cet ouvrage éclaire davantage sur les récentes évolutions de la politique chinoise, les défis contemporains, les relations internationales dans un monde sous des tensions multiformes et le socialisme aux caractéristiques chinoises. Ce volume contribue à mieux appréhender la pensée du Président Xi Jinping dans le positionnement et l'engagement de la Chine sur la scène internationale, tout en consolidant ses acquis économiques et sociaux. L'accent est mis sur la stabilité politique et sociale, la modernisation de l'économie et de la société chinoise. Les principes de gouvernance développés reflètent un regard vers le marxisme tenant compte des défis contemporains de la Chine. Le chapitre de ce volume qui a particulièrement retenu notre attention porte sur "la guerre contre la pauvreté". La Gouvernance de la Chine met en lumière la stratégie et les efforts déployés pour éradiquer la pauvreté et améliorer le bien-être du Peuple Chinois. La lutte contre la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie et la construction d'une "société modérément prospère" reflètent la stratégie de la modernisation des infrastructures et les réformes agraires. L'éradication de la pauvreté était une priorité stratégique pour le Parti Communiste Chinois et un élément central de la réalisation du "rêve chinois". Il s'agissait de sortir de l'extrême pauvreté et d'améliorer les conditions de vie de centaines de millions de Chinois, vivant essentiellement dans les zones rurales. Cet objectif initialement fixé pour l'année 2020 a été brillamment atteint. Ce fut un succès

que le monde entier a qualifié de véritable miracle humain. La "guerre contre la pauvreté" a été conçue commeune tâche qui a mobilisée toute la société et l'Etat chinois. Elle a impliqué une approche coordonnée entre le Gouvernement Central, les Gouvernements locaux, les entreprises et les organisations sociales, la pauvreté n'ayant pas été considérée seulement comme un problème économique, mais aussi et surtout un défi social et politique majeur. Les principes essentiels de la lutte contre la pauvreté ont consisté à cibler des zones spécifiques, c'est-à-dire les plus pauvres, principalement dans les régions rurales et montagneuses du pays. La pauvreté n'étant pas uniforme, la lutte a reposée sur des mesures pragmatiques personnalisées pour répondre aux besoins spécifiques des familles et des régions. Elle a aussi consisté à encourager l'autosuffisance. Ce fut la mise en avant de l'importance d'aider les populations à devenir autosuffisantes, notamment par la formation, le soutien à l'agriculture, la mise en place d'infrastructures de base (électricité, routes, chemin de fer, etc.) et le développement de projets générateurs de revenus. La gouvernance a mis en place des politiques de transferts financiers, particulièrement sous forme de subventions, de programmes de logement. Des réformes ont été entreprises pour améliorer la production et le rendement des exploitations rurales. Des technologies et des pratiques agricoles modernes ont été introduites pour accroître la productivité. Des projets d'infrastructures dans les zones rurales ont été renforcés tels que la fourniture d'eau potable, les moyens de communication et l'amélioration de l'accès aux services de santé et d'éducation.

Dans la mise en œuvre des politiques, l'approche de la gouvernance de la Chine s'est aussi appuyée sur une forte implication des populations locales. Il s'agissait d'engager les populations dans les processus de conception et de prise de décisions et de leur fournir les outils nécessaires leur permettant de sortir de la pauvreté. Les résultats obtenus sont éloquents. Des centaines de millions de Chinois ont été sortis de la pauvreté en quelques décennies. La Chine a réussi à éradiquer la pauvreté extrême en 2020, un des véritables miracles humains parmi tant d'autres que le grand peuple chinois a toujours su offrir pour le progrès de l'humanité depuis des millénaires. Malgré les succès, la Gouvernance met en garde contre la complaisance au regard des disparités importantes qui existent en des endroits entre les villes et les campagnes, et dans certaines régions moins développées. Dans la gestion de l'Etat, la consolidation de la stabilité politique et le progrès de la Chine, le rôle du Parti Communiste Chinois (plus de cent millions de membres actifs) s'avère d'une importance capitale. La victoire contre la pauvreté, un des témoins éloquents de l'efficacité du PCC, a mis en lumière le rôle central du Parti et son leadershipvisionnaire. Le Parti Communiste Chinois demeure l'architecte principal des réformes et des politiques qui ont propulsées la Chine nouvelle au firmament des grandes Nations./.

Prof. Yoro DIALLO
Chercheur Principal / Directeur du Centre d'Etudes Francophones
Directeur du Musée Africain et du Musée des Echanges Chine-Afrique
2024 Chinese Government Friendship Award
Institute of African Studies, Zhejiang Normal University China



Coupe de l'Ambassadeur de Chine 2025 : Le football au service de l'amitié sino-malienne



L'édition 2025 de la Coupe de l'Ambassadeur de Chine a été officiellement lancée à l'Institut des Sciences Politiques, Relations Internationales et Communication (ISPRIC), marquant un temps fort de la coopération culturelle et sportive entre la République du Mali et la République populaire de Chine.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de responsables académiques, d'encadreurs sportifs, d'étudiants et de nombreux invités. À cette occasion, le Chargé d'affaires a.i. de l'Ambassade de Chine au Mali, M. Liu Kaiyuan, a prononcé un discours axé sur les valeurs universelles du sport et l'importance du football comme facteur de rapprochement entre les peuples.

S'adressant aux joueurs, aux entraîneurs et aux organisateurs, M. Liu Kaiyuan a salué leur engagement et leur contribution à la réussite de cette compétition. Il a rappelé que le football constitue un langage universel capable de transcender les différences culturelles, sociales et linguistiques, tout en favorisant la cohésion, la paix et le vivre-ensemble. Il a encouragé les jeunes participants à faire preuve d'esprit d'équipe, de discipline, de respect mutuel et de résilience, des qualités indispensables non seulement sur le terrain, mais également dans la vie citoyenne et professionnelle.

Le diplomate chinois a également profité de cette tribune pour souligner la portée symbolique de cette édition, qui s'inscrit dans le cadre de la célébration des 65 ans de relations diplomatiques entre la Chine et le Mali. Il a mis en exergue la solidité et la constance de l'amitié sino-malienne, fondée sur le respect mutuel, la solidarité et une coopération gagnant-gagnant.

M. Liu Kaiyuan a par ailleurs évoqué plusieurs projets structurants en cours ou en perspective, illustrant la vitalité de la coopération bilatérale. Il s'agit notamment des initiatives dans le domaine de l'énergie solaire, visant à renforcer l'accès à l'électricité, de la coopération médicale au bénéfice des populations, du développement des infrastructures, ainsi que d'un nouvel appui alimentaire destiné à soutenir la sécurité alimentaire au Mali.

À travers l'organisation de la Coupe de l'Ambassadeur de Chine, l'Ambassade réaffirme son engagement en faveur de la jeunesse malienne, du sport comme vecteur d'éducation et de paix, et du renforcement des échanges humains et culturels entre les deux pays.



La cérémonie s'est achevée sur un message d'encouragement et de fair-play adressé à l'ensemble des équipes engagées dans la compétition. L'Ambassade de Chine a souhaité plein succès à tous les participants, dans un esprit de fraternité, de saine émulation et de respect des valeurs sportives.

Fatou Sissoko



HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Un conseil extérieur va vous permettre de sortir d'une impasse. Ouvrez-vous aux suggestions de votre entourage. Vous disposez d'une forme musculaire en hausse, c'est le moment de vous consacrer au sport, de vous dépenser plus, de ne pas rester statique. La bonne humeur et la bonne entente sont au rendez-vous. Vous êtes débordant d'optimisme. Ainsi, vous allez évoluer dans une joyeuse ambiance qui laisse présager une belle complicité, d'authentiques parties de rigolade et de l'entraide. Que demander de mieux !

Taureau (20 avril- 19 mai)

Votre entourage vous incite à vous dépasser... Il serait vain de vous braquer et cela n'est pas du tout un signe de rejet, vous pouvez trouver en vous les ressources pour dépasser cette fausse barrière.
Ne vous laissez pas bloquer par les apparences, vous avez les moyens de voir les choses derrière les choses, sans complaisance et sans mauvaise foi. Les mensonges et les secrets sont dévoilés mais la vérité a souvent un prix...

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.
Aujourd'hui, vous pourrez montrer le meilleur de vous-même et créer de par vos actions les ouvertures que vous cherchez. En effet, vous voici prêt à lancer les changements que vous avez médités, vous évaluez avec justesse la situation.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vos hésitations s'estompent et cela vous libère l'esprit. De bonnes nouvelles sont à la source ! Le calme relatif qui règne actuellement vous permet des remises en questions hautement favorables à votre forme générale, ne vous en privez pas.
Vous êtes plus déterminé que d'ordinaire, cela vous permet de gagner en efficacité dans des tâches difficiles. Vous êtes aussi plus réceptif aux idées de votre entourage. Il n'y a que les gens bornés qui ne changent pas d'avis !

Lion (22 juillet - 23 août)

Vos énergies psychiques sont en hausse et vous donnent un punch prometteur. Vous en ferez profiter votre entourage. Il y a trop de stress autour de vous, vos véritables limites sont là, cherchez plutôt le calme et le repos moral.
Vous décidez de ce qui vous convient et vous résolvez efficacement certains conflits. Vous cédez quand c'est nécessaire et vous vous affirmez quand il le faut. Vous détenez le contrôle et l'équilibre dans vos relations personnelles, c'est fondamental pour votre bonheur.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous allez avoir envie de mettre du piquant dans votre quotidien. N'y allez pas trop fort quand même... Votre audace vous a pris bien de l'énergie, vous feriez bien de rechercher la compagnie de personnes calmes et sereines.
Votre suspicion peut causer des étincelles, une bonne dose de tolérance et de souplesse est indispensable. Vous devrez ménager des susceptibilités et des intérêts contraires... Restez absolument neutre et gardez votre calme.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Ne vous forcez pas à porter un masque dont personne n'est dupe. Soyez authentique sans faux-semblants ! La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous consacrer au sport, une activité dans le silence serait idéale. C'est le retour sur soi, l'autocritique qui vous fera avancer aujourd'hui. Certaines de vos pensées vont gagner en intensité. C'est le moment d'agir pour vous libérer des frustrations et anciens schémas.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous vous mobilisez à fond pour résoudre des questions urgentes. Votre efficacité est redoutable aujourd'hui ! Vous avez besoin d'équilibrer moral et physique, activité et détente, repos et action, dans l'équité que vous dicte votre corps. Vous aurez le courage de contester, de vous battre dans le bon sens... Attention à ceux qui résistent ! Vous mettrez toute votre énergie pour les convaincre et faire en sorte qu'ils vous suivent. Inutile de dire qu'aujourd'hui, vous ne passerez pas inaperçu !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous êtes sur le devant de la scène et n'aurez aucun mal à convaincre les autres de collaborer avec vous. Évitez les discussions houleuses qui vous vident de votre potentiel d'énergie, vous y gagnerez, n'en doutez pas.
Aujourd'hui, vous n'aurez pas de mal à donner le meilleur de vous-même et à triompher dans le secteur relationnel. Vous êtes suffisamment loquace, de bonne humeur et motivé pour aller au-devant des autres, sympathiser, partager vos idées et marquer positivement les esprits.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Sensible, inspiré et réceptif aux influences, vous allez tirer votre épingle du jeu en surfant sur la tendance du moment. Le courant est porteur et le contexte planétaire de la journée plutôt favorable. N'hésitez pas et montrez de quoi vous êtes capable !
Votre sens des réalités plus aigu vous permettra de gagner en objectivité dans vos projections pour l'avenir. En effet, votre flair ne vous trompera pas, il y a une piste de réflexion qu'il serait utile de creuser pour votre évolution.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous ne perdrez pas de temps avec des à peu près. Votre efficacité est au rendez-vous, résolument. Vous seriez bien inspiré de travailler sur votre endurance à l'effort soutenu, c'est ainsi que vous augmenterez vos réserves énergétiques. Vous examinez en détail les divers liens que vous entretenez avec les uns et les autres. Votre intuition vous est d'un grand secours mais vos passions peuvent aussi dénaturer votre vision des choses.

Poisson (19 février - 21 mars)

Vous serez plus profond que d'ordinaire aux yeux de votre entourage, c'est la clé de votre succès aujourd'hui. Vous en faites trop pour les autres, accordez-vous des pauses... Il est vrai que vous ne sentez pas clairement vos limites, reposez-vous.
Les sages conseils d'une connaissance vous aident à changer votre attitude dans le bon sens. Ne restez pas buté contre certaines personnes à tout prix, vous gagneriez à faire preuve de souplesse.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com